

Les membres de l'Unité 203 – Le CAP de l'AEFO en grève pour une durée illimitée!

OTTAWA, le 10 novembre 2023 – Après 4 jours consécutifs de grève, les membres de l'Unité 203 – Le CAP représentés par l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO) continuent de revendiquer de meilleures conditions de travail à la hauteur des importants services en petite enfance, en santé mentale et en traitement des dépendances que ces professionnelles et professionnels offrent à la communauté francophone.

Le 7 novembre dernier, l'AEFO a déclenché la grève pour faire avancer les négociations avec le Centre d'appui et de prévention (Le CAP) dans le cadre de ses négociations pour l'obtention de la première convention collective de ses membres.

« Les membres sont sans convention collective depuis le 31 mars 2021, il est temps que ça aboutisse! Le CAP refuse absolument d'accorder aux membres un salaire raisonnable et mieux aligné au coût de la vie. Une augmentation salariale de 6 % pour un contrat de 4 ans, c'est inacceptable particulièrement sans aucun ajustement salarial rétroactif à la fin de la convention collective précédente. Les membres du CAP sont loin de faire des salaires compétitifs sur le marché et en plus Le CAP propose des retranchements importants dans les avantages sociaux. » déclare Anne Vinet-Roy, présidente de l'AEFO.

Du lundi au vendredi entre 10 h et 13 h, les quelque 200 membres de l'Unité 203 sont mobilisés et déterminés à se faire entendre sur leur piquet de grève situé au 290, rue Dupuis, à Ottawa dans le but d'obtenir une entente juste et équitable.



« C'est assez paradoxal comme situation, car nous desservons une clientèle vulnérable et certains de nos membres se trouvent eux-mêmes dans des positions vulnérables. Ils gagnent des salaires à peine plus élevés que le salaire minimum et certains doivent avoir deux emplois pour arriver à la fin du mois. Nous avons bien l'intention de continuer de nous faire entendre haut et fort. Nous n'exigeons rien de moins que d'avoir des conditions de travail respectables pour nous permettent de continuer de bien desservir notre clientèle. » explique Sylvie Rocheleau-Carrie, présidente locale de l'Unité 203 – Le CAP.

« On ne sent aucunement que nous sommes valorisées et valorisés dans notre travail. C'est l'équipe et les collègues qui nous motivent à rester, sinon nous serions toutes et tous partis ailleurs pour avoir de meilleures conditions de travail. Nous aidons les gens et nous avons un impact positif sur notre communauté francophone. Nos revendications sont essentielles pour assurer le recrutement et la rétention du personnel du CAP. Si l'employeur n'offre pas de meilleures conditions de travail, la prestation des services de qualité aux francophones est menacée. » revendique Karianne Blanchard, travailleuse sociale et membre de l'Unité 203 – Le CAP.

L'AEFO est prête à retourner à la table de négociation si Le CAP démontre qu'il est ouvert à collaborer avec le syndicat pour obtenir une entente juste et équitable le plus rapidement possible.

Pour plus d'information sur la grève : [Négos 203 - Le CAP - AEFO](#)



Cette décision ne concerne que les membres de l'Unité 203 et n'a aucun impact sur les enseignantes et enseignants et les travailleuses et travailleurs qui sont membres des autres unités de l'AEFO.

L'AEFO compte environ 12 000 membres et représente les enseignantes et les enseignants des écoles élémentaires et secondaires de langue française de l'Ontario, tant catholiques que publiques, en plus du personnel professionnel et de soutien œuvrant dans différents lieux de travail francophones.

-30-

Renseignements :

Mélanie Routhier Boudreau
Directrice des communications
mrhoudreau@aefo.on.ca
613 850-6410